

JEAN-MICHEL SEVERINO

Ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie, ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD)

Seán Cleary, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation

Jean-Michel, je me tourne maintenant vers vous. Votre expérience est exceptionnelle, tant en matière de développement mené par le secteur public que dans le domaine des investissements directs. Si vous le permettez, je vais raconter une anecdote qui est souvent attribuée à M. Bata, de la célèbre entreprise de chaussures Bata, il y a fort longtemps. Jean-Michel connaît bien cette histoire. M. Bata envoya deux agents en Afrique pour examiner la situation et envisager les opportunités. L'un des deux agents revint et dit : « M. Bata, il n'y a absolument aucune raison d'aller là-bas. Personne ne porte de chaussures. » L'autre agent revint et dit : « M. Bata, il vaudrait mieux s'y implanter dès que possible. Personne ne porte de chaussures. » Dans cette optique, nous aimerions beaucoup avoir l'opinion d'un investisseur concernant les opportunités actuelles sur le territoire africain.

Jean-Michel Severino

Je suis effectivement du côté de ceux qui pensent que ceux qui n'ont pas de chaussures sont l'avenir du monde !

Avant de commencer, je voudrais aussi vous dire que je suis très honoré de me retrouver dans un panel avec trois personnes qui incarnent l'Afrique qui gagne : le NEPAD qui a tant fait pour la redynamisation des investissements en Afrique, mais aussi des membres du gouvernement rwandais et ivoirien. Le Rwanda et la Côte d'Ivoire font partie des dix pays qui, dans le monde, ont connu la croissance la plus importante sur les 20 dernières années.

Comme je suis un investisseur, je vais vous parler chiffres, sur trois dimensions différentes.

La première est relative au mystère du taux de croissance actuel du continent.

Jetons un coup d'œil au passé. Je crois qu'il faut prendre la mesure du fait que dans les 20 dernières années, le continent africain a crû de la taille en PIB de la Belgique à la taille du PIB de la France. Le PIB par habitant, en moyenne, a crû de 35 % sur la période. Il faut relativiser ces chiffres tout de suite, parce que pendant ce temps-là, le PIB par habitant de la Chine a crû de 555 % et le PIB par habitant de l'OCDE de 25 %. Il y a donc eu un rattrapage réel de l'économie africaine par rapport au reste du monde, notamment par rapport à l'OCDE, mais c'est un rattrapage encore modeste. Ce rattrapage ne permet hélas pas d'absorber l'extraordinaire flux démographique que connaît l'Afrique, parce que les 4 % annuels de croissance économique de ce continent ces 20 dernières années doivent être comparés aussi

aux 2,5 % annuels de croissance démographique qu'il a connus. D'où l'insistance de tous mes prédécesseurs sur le sujet de la jeunesse, qu'ils ont tous évoqué.

Ceci me conduit à parler du futur. Ces progrès ont incontestablement permis l'émergence d'une classe moyenne que l'on voit partout – allez dans les meilleurs restaurant à Abidjan et vous verrez qui dîne : pas des expatriés dans les meilleurs re, mais des Ivoiriens. Mais pour accélérer la croissance pour embarquer toute la population, le continent africain doit aujourd'hui arriver à accroître son niveau d'investissement dans le PIB. Aujourd'hui, l'Afrique investit à peu près 20 % de son PIB, ce qui est bas. La France investit 22 ou 23 % (mais il est vrai que l'amortissement des infrastructures existantes compte pour beaucoup dans ce chiffre). La Chine est encore à près de 40 %. Pour arriver dans les 7-8 % de croissance économique qui devraient permettre d'absorber plus que la croissance démographique et permettre des gains significatifs de PIB par habitant, il faudrait que l'on se situe plus dans ces chiffres asiatiques que dans nos chiffres « européens ».

Pourquoi l'Afrique n'investit-elle que 20 % de son PIB ? Ce n'est pas parce que les Africains seraient des cigales qui passeraient leur temps à tout manger et à ne rien épargner. Evidemment les explications peuvent être nombreuses, mais l'une des plus évidentes est tout simplement que le ratio d'actifs sur inactifs est faible ; il est d'environ un tiers. C'est le plus bas ratio du monde. Il est lié toujours au même sujet qui a été évoqué : le très grand nombre d'enfants à comparer au faible nombre d'actifs en âge de travailler. Ces actifs doivent porter la charge de tout le reste de la population, d'où la difficulté à épargner pour investir.

La seconde dimension que je voudrais évoquer maintenant est la contrainte de financement à court-moyen terme à laquelle fait face le continent et qui risque de jouer dans les années immédiates sur sa capacité à accélérer la croissance.

Le continent va en effet devoir surmonter la transformation vraisemblable du rôle de la Chine dans son financement extérieur. Si le continent africain a réussi à investir à peu près 20 % de son PIB, c'est aussi parce qu'il s'est endetté massivement, comme l'a dit Madame Bekele-Thomas, afin de dépasser la faiblesse de son taux d'épargne domestique lié à sa situation démographique. Au cours des 20 dernières années, le continent africain a emprunté sans doute de l'ordre de 7 000 milliards de dollars au reste du monde, en devises fortes ; c'est-à-dire plus de trois fois son PIB actuel. Il y a eu trois catégories d'investisseurs qui ont apporté cet argent : les multilatéraux – dont nous n'allons pas nous entretenir pour l'instant –, la Chine et les investisseurs privés. Hélas, dans les cinq prochaines années, les investisseurs privés, c'est-à-dire principalement les banques, et la Chine, risquent de se désinvestir. Les investisseurs privés vont le faire pour une raison très simple : ils sont face à une restructuration massive des dettes sur une portion importante du continent qui est surendettée. Ils ont déjà cessé de participer aux émissions obligataires. Nous avons même assisté à des événements spectaculaires. Le Sénégal a fait une émission obligataire qui n'a pas été souscrite, en raison d'une annonce sur l'insincérité de ses comptes publics, une première dans l'histoire de ces 20 dernières années pour ce pays. L'an dernier, en 2023, la totalité des émissions obligataires du continent africain a été de 15 milliards de dollars, ce qui est insignifiant.

Ceci pose la question, pour tous et pour tous les gouvernements africains, de la manière de faire revenir ces investisseurs privés dans un contexte où la restructuration de la dette se fait avec une lenteur. La Chine en est une raison importante. Ces derniers sont confrontés à un

problème difficile. Les Chinois représentent à ce que l'on peut estimer, environ 62 % de l'endettement bilatéral du continent africain pendant les 20 dernières années. Ils sont détenteurs d'un stock massif et face à l'important risque de solvabilité qu'ils ont rencontré, ils ont, au cours des trois dernières années, décidé de réduire massivement leurs financements. Le pic du financement chinois à l'Afrique a été atteint en 2016, environ 150 milliards de dollars de prêt pour cette seule année. Nous sommes sans doute aujourd'hui aux environs de 15 milliards de dollars de prêts par an, soit une division par dix.

La conséquence très précise pour le continent africain est que désormais, depuis trois ans, la Chine est en flux net négatif vis-à-vis du continent africain. Pour simplifier, le continent africain rembourse plus à la Chine que les Chinois ne lui prêtent. Malheureusement, cela s'ajoute à un autre phénomène, une autre nouveauté de ces trois dernières années : dorénavant, la Chine entretient un excédent de commerce extérieur vis-à-vis de l'Afrique, une première dans les 15 dernières années. Cet excédent n'est pas dû à une volonté punitive de la Chine, mais tient simplement au fait que la croissance de la Chine se ralentit et que les Africains continuent à importer autant. Le ralentissement de la croissance de la Chine a un impact sur le prix des matières premières – si vous avez suivi l'intervention de Philippe Chalmin tout à l'heure, vous savez exactement pourquoi – et sur les volumes. Les Africains sont donc punis à l'export par les volumes, ils sont punis par les prix des matières premières mais ils continuent à importer. Ceci crée malheureusement un déficit de commerce extérieur et de balance des paiements ultimement.

Ainsi, désormais, après avoir été un apporteur massif de devises dans le continent africain, la Chine est devenue un extracteur très significatif. Nous ne savons pas exactement combien, mais sans doute 2 à 3 points de PIB par an de devises sortent du continent africain vers la Chine. Si nous voulons renverser cette situation, les Chinois doivent restructurer massivement leur dette, ce qu'ils ont beaucoup de difficulté à faire. Sans surprise, les Chinois suivent exactement le même parcours face à la dette que l'Europe et le monde ont suivi dans les années 1980-1990. C'est-à-dire qu'il y a eu la période de sidération (« mes créances ne sont pas solvables ») ; ensuite, « je vais commencer à rééchelonner » ; puis, trois, « cela ne fonctionne pas, il va falloir que j'annule ». Nous sortons donc de la période de sidération chinoise, nous arrivons à la période de restructuration. S'ils sont aussi mauvais que nous, ils vont mettre 15 ans à s'apercevoir de l'impasse dans laquelle ils sont engagés. S'ils sont très bons et s'ils regardent le fruit de l'expérience, cinq à sept ans seront nécessaires. Pendant ce temps, on va continuer à être en flux net négatif, ce qui a bien entendu des conséquences immédiates sur les volumes d'investissement chinois. Evidemment, ne négligeons jamais le fait que nous parlons « toutes choses égales par ailleurs », que la situation mondiale pourrait changer et que la situation financière extérieure africaine pourrait s'améliorer.

Le troisième et dernier sujet que je voudrais aborder, et je vais essayer d'être rapide, c'est le changement de modèle économique africain. Ces 7 000 milliards de dettes cumulées depuis vingt ans, à quoi ont-ils servi ? Question importante. Eh bien, à accroître la dépendance de l'Afrique au pétrole et aux matières premières.

En 2000, la part des exportations africaines consacrée au pétrole et au gaz représentait 30 % de leurs exportations totales. Aujourd'hui, elle a atteint 50 %. Les investissements directs étrangers qui étaient consacrés au pétrole et gaz en 2000 étaient de 30 % des investissements

totaux, c'est 40 % aujourd'hui. Pour simplifier, l'argent de la dette a servi à financer des corridors d'exportation et les équipements et infrastructures destinés à extraire le pétrole et le gaz du continent africain. Au risque de me faire des ennemis, c'est simplement du mauvais business. Moi, en tant qu'investisseur, m'endetter dans un business qui est structurellement problématique, je ne considère pas cela comme une bonne affaire.

Pourquoi n'est-ce pas une bonne affaire ?

Il y a deux façons de l'approcher. La première, c'est de prendre l'approche de Philippe Chalmin et de s'intéresser à ce que vont être les cours futurs du pétrole et du gaz dans les prochaines années, quand le pic du pétrole va être atteint – sans doute assez proche – et quelles sont les perspectives de long terme des immenses infrastructures qui sont faites pour exploiter des ressources qui risquent d'être en déclin. Vous avez tous noté son appréciation pessimiste. La deuxième approche, la deuxième raison de douter de la pertinence de ce type de business, c'est de se pencher sur la performance historique. Je vais citer simplement deux chiffres pour conclure cette intervention.

Considérez les pays africains qui sont des exportateurs, selon les catégories de la Banque mondiale, les « ressource intensive countries », qui sont aujourd'hui une bonne moitié de l'économie africaine. Si l'on prend un indice 100 en 2000, par rapport à cet indice 100, le PIB par habitant de ces pays en 2020 est à 150. Si vous considérez les pays pauvres en matières premières, dont deux sont représentés autour de cette table, le même indice 100 qui est de 150 pour les pays riches en matières premières, est passé de 100 à 230. En résumé, les matières premières ne sont pas rentables, et en tous constituent une chance de croissance moins bonne que... Les ressources humaines ! Ce qui est efficace pour le développement, mais on le sait depuis très longtemps, c'est la valeur ajoutée, c'est l'investissement dans l'agriculture, l'intelligence, la construction des capacités. Tout ce qu'une majeure partie des pays qui se sont super endettés pour construire leur développement n'ont pas fait.

C'est dans la main de nos amis africains de choisir leur destin et leurs modèles économiques. Mais en tant qu'ami, j'ai un conseil à donner, et vous avez compris lequel. Evidemment, j'accepte le fait d'avoir un biais, puisque toute mon activité d'investisseur est consacrée aux startups et aux PME d'Afrique qui cherchent à diversifier l'économie de ces pays. Vous aurez compris mon conflit d'intérêt et j'espère que vous le pardonneriez à partir du moment où il est dévoilé !

Merci à tous.

Séan Cleary

Merci, Jean-Michel. Voilà donc une vue d'ensemble du sujet. Vous avez découvert les défis, les obstacles et les opportunités. Pour respecter l'organisation de la journée, je vais clore cette session avec un conseil provenant des Émirats arabes unis. Dubaï se situe à une heure trente en voiture d'Abou Dabi. Dans le centre-ville, à l'extérieur de l'ensemble des bureaux du gouvernement, se dresse le remarquable Museum of the Future. Sa façade est gravée d'une citation en calligraphie arabe du Premier ministre des Émirats arabes unis, Mohammed ben Rashid Al Maktoum, extraite d'un tweet de 2014 : « L'avenir appartient à ceux qui peuvent

l'imaginer, le concevoir et le mettre en œuvre. Ce n'est pas quelque chose que l'on attend. C'est quelque chose que l'on crée. »

La meilleure façon pour moi de résumer les discussions de cet après-midi, c'est de dire que nous devons tous nous atteler à la création de l'avenir de l'Afrique. Les possibilités sont extraordinaires, mais nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre que la réussite se produise. Nous devons nous impliquer dans sa réalisation, comme le font actuellement tous ces acteurs. Je vous remercie de tout ce que vous faites, et je remercie Thierry et Song-Nim d'avoir organisé ce panel.